

Assemblée générale de l'OMPI

Cinquante-quatrième session (25^e session ordinaire) Genève, 4 – 8 octobre 2021

ASSISTANCE TECHNIQUE ET COOPÉRATION CONCERNANT LE TRAITÉ SUR LE DROIT DES BREVETS (PLT)

Document établi par le Secrétariat

1. Dans ses déclarations communes concernant le Traité sur le droit des brevets et le règlement d'exécution du Traité sur le droit des brevets, la conférence diplomatique pour l'adoption du Traité sur le droit des brevets, tenue à Genève du 11 mai au 2 juin 2000, a prié l'Assemblée générale de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et les parties contractantes de fournir une assistance technique supplémentaire aux pays en développement, aux pays les moins avancés (PMA) et aux pays en transition pour leur permettre de remplir leurs obligations à l'égard du traité, afin de faciliter la mise en œuvre de la règle 8.1) a) du PLT¹. En particulier, la conférence diplomatique prie l'Assemblée générale de l'OMPI de surveiller et d'évaluer les progrès de cette coopération à chaque session ordinaire.
2. Sur la base desdites déclarations communes, le Secrétariat a régulièrement présenté à l'Assemblée générale de l'OMPI des informations sur les activités d'assistance technique et de coopération pertinentes, menées par le Secrétariat de l'OMPI, pour faciliter le dépôt de communications sous forme électronique. Les activités correspondantes pour la période allant de juin 2019 à mai 2021 sont présentées dans l'annexe I du présent document. Une liste des parties contractantes du PLT en mai 2021 figure à l'annexe II, à titre d'information.
3. En outre, les "pays industrialisés à économie de marché" visés au paragraphe 3 du point 4 des déclarations communes sont invités à communiquer des informations, comme

¹ Point 4 des déclarations communes concernant le Traité sur le droit des brevets et le règlement d'exécution du Traité sur le droit des brevets.

indiqué dans ledit paragraphe, à l'Assemblée générale de l'OMPI, afin que celle-ci puisse surveiller et évaluer les progrès de la coopération.

4. L'Assemblée générale de l'OMPI est invitée à prendre note des informations relatives au document intitulé " Assistance technique et coopération concernant le Traité sur le droit des brevets (PLT) " (document WO/GA/54/6).

[Les annexes suivent]

ASSISTANCE TECHNIQUE ET COOPÉRATION POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, LES PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA) ET LES PAYS EN TRANSITION POUR FACILITER LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÈGLE 8.1) A) DU TRAITÉ SUR LE DROIT DES BREVETS (PLT) POUR LA PÉRIODE ALLANT DE JUIN 2019 À MAI 2021

1. De juin 2019 à mai 2021, le Secrétariat de l'OMPI a mené des activités de coopération et a fourni une assistance technique aux pays en développement, aux pays les moins avancés (PMA) et aux pays en transition² pour faciliter la mise en œuvre de la règle 8.1) a) du Traité sur le droit des brevets (PLT), en facilitant le dépôt des communications sous forme électronique dans ces pays, en ce qui concerne les domaines suivants : a) infrastructures techniques des offices de propriété intellectuelle nationaux et régionaux ; et b) communications électroniques dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT).

2. Les activités sont conformes aux recommandations du Plan d'action pour le développement visant à renforcer les infrastructures institutionnelles et techniques des offices et institutions de propriété intellectuelle³.

A. INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DES OFFICES DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE NATIONAUX ET RÉGIONAUX

3. Au cours de la période considérée, le Secrétariat a continué d'appuyer le renforcement des systèmes opérationnels de propriété intellectuelle des offices nationaux et régionaux afin de les aider à mettre en place des services d'enregistrement numériques pour la gestion de la propriété intellectuelle et à fournir des services entièrement en ligne à leurs parties prenantes. Un élément essentiel du programme pour l'exercice en cours consiste à appuyer la transformation numérique des offices en mettant à niveau le progiciel de l'OMPI à l'intention des offices de propriété intellectuelle (WIPO File, WIPO Publish et système IPAS) vers des technologies modernes et pleinement fonctionnelles. On trouvera de plus amples informations à ce sujet sur le site Web du programme d'assistance technique de l'OMPI à l'intention des offices de propriété intellectuelle à l'adresse http://www.wipo.int/global_ip/fr/activities/technicalassistance/.

4. L'assistance technique et la coopération fournies comprennent notamment la fourniture de conseils techniques, l'évaluation des besoins opérationnels, la définition et la portée de la planification des projets, l'analyse du processus opérationnel, le développement et le déploiement continus des solutions opérationnelles spécialement adaptées à l'administration des droits de propriété intellectuelle et à l'échange des documents de priorité et des résultats de la recherche et de l'examen, l'établissement de bases de données sur la propriété intellectuelle, l'assistance à la numérisation des dossiers de propriété intellectuelle et à la préparation des données pour la publication en ligne et l'échange électronique des données, la formation et le transfert de connaissances au personnel des institutions de propriété intellectuelle, et l'appui relatif aux systèmes fournis par l'OMPI. Le cas échéant, l'assistance porte sur les normes de l'OMPI sur les données et l'information en matière de propriété intellectuelle. Les formations sur le terrain, le parrainage et les ateliers régionaux de formation représentent une partie significative des activités du Secrétariat et jouent un rôle essentiel dans l'obtention des résultats escomptés.

5. À ce jour, 90 offices de pays en développement, de PMA et de pays en transition de toutes les régions utilisent activement les solutions opérationnelles de l'Organisation, qui intègrent les normes de l'OMPI, pour l'administration de leurs droits de propriété intellectuelle.

² L'assistance technique et la coopération ont été fournies aussi bien aux membres du PLT qu'aux pays qui ne sont pas encore membres, que ces derniers soient ou non en cours d'adhésion au traité ou de ratification du celui-ci.

³ Voir en particulier les recommandations n^{os} 10 et 24 du Plan d'action de l'OMPI pour le développement.

B. COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES DANS LE CADRE DU TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS (PCT)

6. Étant donné le lien étroit existant entre le PLT et le PCT, il convient de prendre note de l'évolution enregistrée ci-après au cours de la période considérée dans le cadre du PCT.

7. Le Bureau international a continué d'élaborer et de mettre en place le système ePCT. On compte à présent plus de 80 000 utilisateurs enregistrés, issus de plus de 200 pays. Le système est également mis à la disposition des offices nationaux ou régionaux, qui peuvent désormais accéder au service en leur qualité d'offices récepteurs, d'administrations chargées de la recherche internationale, d'administrations chargées de l'examen préliminaire international et d'offices désignés. À ce jour, 96 offices de propriété intellectuelle utilisent ces services supplémentaires.

8. Par ailleurs, un système de dépôt en ligne, le système de dépôt ePCT, qui est destiné à remplacer PCT-SAFE et qui permet à tous les offices d'offrir aux déposants une solution de dépôt électronique, est accepté par 72 offices récepteurs (depuis le 1^{er} avril 2021). L'interface utilisateur du système ePCT est disponible dans toutes les langues de publication internationale dans le cadre du PCT, à savoir le français, l'allemand, l'anglais, l'arabe, le chinois, le coréen, l'espagnol, le japonais, le portugais et le russe.

9. En outre, le Bureau international offre des services d'office récepteur hébergés par le système ePCT et compatibles avec la solution ePCT de dépôt en ligne. Ces services sont proposés aux offices de tous les États membres qui ne peuvent pas ou ne souhaitent pas développer, exploiter ou maintenir une infrastructure informatique locale pour les opérations effectuées en leur qualité d'offices récepteurs, ce qui leur permet d'offrir à leurs déposants le même niveau de service que celui offert par les offices largement automatisés. Les offices participants exigent simplement un navigateur Web et une connexion Internet standard (ainsi qu'un scanner pour les documents déposés sur papier). Le Bureau international héberge actuellement les serveurs ePCT de plusieurs offices récepteurs, notamment les offices de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, de l'Azerbaïdjan, du Brésil, du Brunéi Darussalam, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, de l'Égypte, d'El Salvador, de l'Équateur, de la Géorgie, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Jordanie, du Kenya, du Kirghizistan, de la Malaisie, du Maroc, du Mexique, du Nicaragua, d'Oman, de l'Ouganda, de l'Ouzbékistan, du Panama, du Pérou, du Qatar, de la République dominicaine, de la République islamique d'Iran, de la Serbie, de Singapour, du Soudan, du Tadjikistan, de la Fédération de Russie, des Philippines, de la République de Moldova, de la Tunisie, de la Turquie, du Viet Nam, ainsi que de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle et de l'Organisation eurasiennne des brevets.

10. En plus des services indiqués ci-dessus, l'OMPI offre une assistance aux offices dans les préparatifs précédant l'entrée en vigueur des services ePCT. Il s'agit notamment d'une assistance technique (fourniture de versions d'essai aux offices récepteurs pour leur permettre de tester la procédure de dépôt de bout en bout, transmission des paquets contenant les exemplaires originaux au Bureau international ou assistance juridique et dans le domaine des procédures, entre autres). Plusieurs fonctionnalités du système ePCT ont été introduites ou améliorées afin de faciliter les procédures PCT. En septembre 2019, le lancement du nouveau portail de propriété intellectuelle de l'OMPI a donné lieu à un certain nombre de modifications du système ePCT. En se connectant au moyen d'un compte OMPI unique, les utilisateurs ont accès à tous les services de propriété intellectuelle en ligne de l'OMPI qui ont été intégrés au portail, y compris le système ePCT.

11. Avec l'émergence de solutions plus efficaces et accessibles, des activités de transition ont été entreprises pour les trois anciens services figurant dans le document WO/GA/43/15. En particulier, avec le remplacement de PCT-SAFE par le système ePCT en tant que solution

proposée par le Bureau international pour le dépôt électronique dans le cadre du PCT, le nombre d'offices récepteurs qui acceptent les dépôts électroniques dans le cadre du PCT au moyen de PCT-SAFE a diminué et s'élèvera à 6 à compter du 1^{er} juillet 2021, contre 27 en 2013. Cependant, des versions mises à jour du logiciel PCT-SAFE ont continué d'être publiées en temps opportun pour suivre l'évolution constante du cadre législatif et des procédures du PCT, incluant par exemple différentes modifications apportées au règlement d'exécution du PCT.

[L'annexe II suit]

Traité sur le droit des brevets¹
(Genève, 2000)
Situation en mai 2021

État	Date à laquelle l'État est devenu partie au Traité sur le droit des brevets
Albanie	17 mai 2010
Antigua-et-Barbuda	25 juin 2019
Arabie saoudite	3 août 2013
Arménie	17 septembre 2013
Australie	16 mars 2009
Bahreïn	15 décembre 2005
Bélarus	21 octobre 2016
Bosnie-Herzégovine	9 mai 2012
Canada	30 octobre 2019
Croatie	28 avril 2005
Danemark	28 avril 2005
Espagne	6 novembre 2013
Estonie	28 avril 2005
États-Unis d'Amérique ²	18 décembre 2013
Fédération de Russie ²	12 août 2009
Finlande	6 mars 2006
France	5 janvier 2010
Hongrie	12 mars 2008
Irlande	27 mai 2012
Japon	11 juin 2016
Kazakhstan ²	19 octobre 2011
Kirghizistan	28 avril 2005
Lettonie	12 juin 2010
Libéria	4 janvier 2017
Liechtenstein	18 décembre 2009
Lituanie	3 février 2012
Macédoine du Nord	22 avril 2010
Monténégro	9 mars 2012
Nigéria	28 avril 2005
Oman	16 octobre 2007
Ouzbékistan	19 juillet 2006
Pays-Bas	27 décembre 2010
République de Moldova	28 avril 2005
République populaire démocratique de Corée	22 août 2018
Roumanie	28 avril 2005
Royaume-Uni ³	22 mars 2006
Serbie	20 août 2010
Slovaquie	28 avril 2005
Slovénie	28 avril 2005
Suède	27 décembre 2007
Suisse	1 ^{er} juillet 2008
Turkménistan	19 juillet 2021
Ukraine	28 avril 2005

(Total : 43 États)

[Fin de l'annexe II et du document]

¹ Entré en vigueur le 28 avril 2005.

² Avec une réserve conformément à l'article 23.1).

³ Ratification pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Île de Man.